

DATE DE MISE EN LIGNE :

17 JUL 2024

## A R R E T E N° 2024.0086

DP 025 580 24 A0073

<b>MAIRIE de VALENTIGNEY</b>		<b>DECLARATION PREALABLE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE</b>
Demande déposée le 20/06/2024 et complétée le 20/06/2024		<b>N° DP 025 580 24 A0073</b>
Par :	<b>SAS TOTEM FRANCE représentée par M. Thierry PAPIN</b>	<b>Surface de - m<sup>2</sup> plancher :</b>
Demeurant à :	<b>60, rue Saint Jean 31130 BALMA</b>	
Sur un terrain sis à :	<b>128, RUE DU VERNONIS 25700 VALENTIGNEY AR 228, AR 366, AR 367, AR 368, AR 369</b>	
Nature des Travaux :	<b>Implantation d'un relais de radiotéléphonie</b>	

### Le Maire de la Ville de VALENTIGNEY

**Vu** la déclaration préalable présentée le 20/06/2024 par la SAS TOTEM France représentée par M. Thierry PAPIN,

**Vu** l'objet de la déclaration pour les travaux suivants :

- Implantation d'un relais de radiotéléphonie TOTEM comprenant :
  - Un mât structure treillis en tube galvanisé de 30.00 m de haut, sur un massif béton enterré, et muni d'un système antenneaire
  - Des armoires techniques
  - Une clôture en treillis soudé (H : 2.00 m) avec portillon, perméable à 80%
- Sur un terrain situé 128, RUE DU VERNONIS
- Pour une surface de plancher créée de 0.00 m<sup>2</sup>

**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, et R 421-1 et suivants,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 octobre 2013 et le 22 mai 2014, et ses annexes, modifié par délibération du 16 novembre 2016,

**Vu** le Plan de Prévention des Risques d'Inondations (P.P.R.I.) du Doubs et de l'Allan dans le Pays de Montbéliard et du Rupt sur la Commune de Bart approuvé le 27 mai 2005,

**Considérant** que les parcelles AR 228, AR 366, AR 367, AR 368, AR 369 sont classées en zones inondables « bleu clair » et « bleu foncé » au Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI) du Doubs et de l'Allan dans le Pays de Montbéliard et du Rupt sur la Commune de Bart, document en vigueur,

**Considérant** que l'emprise du projet se situe en zones inondables « bleu clair » et « bleu foncé »,

**Considérant** que l'article 4-4-11 et 3-4-10 des règlements de ces zones énoncent que : « Les installations strictement nécessaires au fonctionnement des services publics...Ces installations devront respecter les prescriptions suivantes : limiter au maximum leur impact hydraulique, ne prévoir aucune occupation humaine permanente, les équipements sensibles devront être situés au-dessus de la cote de référence »,

**ARRÊTE N° 2024.0086**

DP 025 580 24 A0073

**Considérant** que l'implantation d'un relais téléphonique est soumise au respect de la cote de référence de 328.18 m NGF pour l'implantation minimale des planchers du projet susvisé,

**Considérant** que le projet doit respecter le règlement d'assainissement en vigueur sur le Pays de Montbéliard,

**ARRÊTE****Article 1 :**

La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non opposition.

**Article 2 :**

Il est rappelé au pétitionnaire les articles L461-1 à L461-4 du code de l'urbanisme concernant le **droit de visite et de communication**. Ce dernier peut être exercé par l'autorité compétente pendant la durée des travaux et jusqu'à six ans après l'achèvement des travaux.

**Article 3 :**

Si vous entendez contester la présente décision, vous pourrez saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois qui suivent la réception de la présente. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme.

Date d'affichage en mairie de l'avis de dépôt : 20 JUIN 2024  
Transmis à la sous-préfecture le : 16 JUIL 2024  
Affiché le : 16 JUIL 2024  
Notifié le : 16 JUIL 2024



Valentigney, le 12 juillet 2024  
Pour le Maire,  
L'adjointe déléguée

Handwritten signature of Lise Vurpillot in black ink.

Lise VURPILLOT

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

## A R R E T E N° 2024.0086

DP 025 580 24 A0073

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

